

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société KUEHNE + NAGEL

Commune de LONGVIC

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment titre I du livre V et son article L 514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 2001 autorisant la poursuite de l'exploitation d'un entrepôt et d'un garage d'entretien de poids lourds, 11 rue Romelet à LONGVIC, et en particulier ses articles 11.4, 16, 40.1, 40.2 et 43,

VU le rapport de la visite d'inspection en date du 29 avril 2013,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisés,

VU l'avis de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 29 avril 2013 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

La Société KUEHNE + NAGEL, dont le siège social est situé ZAC des Hauts de Ferrières - Parc d'Activités du Nid à Grives - 77164 FERRIERES EN BRIE, est mise en demeure, pour son établissement situé 11 rue Romelet à LONGVIC (21600), de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, les prescriptions suivantes :

- sous un mois à compter la notification du présent arrêté : l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2001 (en stockant les déchets de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol) et l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2001 (mise en place d'une clôture sur toute la périphérie du site),
- sous trois mois à compter la notification du présent arrêté : l'article 42 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2001 (en effectuant la charge des accumulateurs dans un local affecté à cette seule activité, dans un local construit en matériaux incombustibles et dont le sol et les murs (sur une hauteur minimale d'un mètre) sont revêtu d'un enduit résistant à l'électrolyte) et l'article R. 512-33-II du code de l'environnement (dépôt d'un dossier de demande de modification des installations).

ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de LONGVIC, la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la société KUEHNE + NAGEL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, (2 ex.)
- M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- Mme le Maire de LONGVIC,
- M. le Directeur de la Société KUEHNE + NAGEL.

FAIT à DIJON, le **27** JUIN 2013

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Julien MARION